

ces travailleurs, 14 % seulement ont un C.A.P. et 56 % sont sans diplôme. Ils vont devenir la base d'une main-d'œuvre non qualifiée, très appréciée des industriels qui pourront les employer à des tâches peu rémunérées d'autant plus qu'ils doivent quitter la terre et trouver à tout prix un emploi (cf. la politique de décentralisation). On vit (conséquence à une telle situation), les agriculteurs de certaines régions se joindre aux ouvriers dans la lutte contre le chômage (cf. les mots d'ordre dans les manifestations (8 mai) : « A bas les accapareurs de terre », « ouvriers-paysans solidaires pour défendre le droit au travail »).

L'agriculture capitaliste accélère encore la crise du monde rural, elle s'intéresse principalement aux productions et aux cultures qui permettent les gains de productivité les plus rapides, les plus faciles, draine vers elles les investissements au détriment des autres activités agricoles. Si elle développe en priorité les productions les plus rentables, il faut bien voir que ce ne sont pas pour autant les plus nécessaires. La politique des industries dominantes ne fait que pousser la concentration de la production agricole dans les zones où le recours aux techniques « rentabilisantes » est possible (c'est-à-dire là où il est rentable de rentabiliser); elle ne fait aussi que pousser la réduction de la population agricole et la mise en tutelle croissante de l'agriculture par le capitalisme industriel et commercial (devenant le fournisseur et le client de celle-ci, cf. supra), en attendant de la remplacer peut-être entièrement à plus long terme. Les suites d'une telle situation ne sont pas limitées aux travailleurs, le capital foncier voit sa part baisser dans le capital total, ce qui ne fait qu'accroître la domination de l'industrie sur l'agriculture quel que soit le type d'exploitation.

L'accroissement de la productivité nécessite une qualification plus grande du travailleur agricole, ce qui ne peut que l'aider (en dépit des mystifications de l'enseignement) à prendre conscience des réalités économiques.

Le fait majeur reste cependant la baisse de population (tend rapidement vers les 10 %) se traduisant d'après certains économistes par « l'abandon de régions entières au-delà du « seuil de viabilité », tout cela n'étant dû comme nous n'avons cessé de le voir, qu'à une politique de « laisser faire » ou de soutien aux monopoles (cf. supra, les politiques successives depuis 1960).

Nous pouvons déjà avancer ce qui va nous apparaître encore plus clairement dans notre deuxième partie : *L'agriculture est en passe de devenir une simple pourvoyeuse de matières premières à l'industrie. Celle-ci devant les transformer et les commercialiser avec bénéfice.*

ANNEXE 3

La place des petites entreprises

Le Patronat des années 1945 était marqué par le poids important — sur le plan économique et sur le plan politique — des petites entreprises. La part de la production industrielle et du chiffre d'affaires commercial imputable aux entreprises de faible taille et de structure familiale était plus importante qu'aujourd'hui. Sur le plan politique, petits industriels et petits commerçants se signalaient par leur anti-communisme agressif et leur hostilité à l'administration — ce qui pouvait être le gage d'alliances intéressantes pour les grands patrons — mais aussi par leur hostilité aux grandes entreprises. Aussi convenait-il de les rallier pour neutraliser ce deuxième aspect. Aussi des conditions intéressantes furent-elles avancées au C.G.P.M.E. de Gingembre (organisation créée avant le C.N.P.F.), afin de remporter son adhésion. C'est ainsi que 75 sièges sur les 500 (effectif théorique) de l'Assemblée sont réservés à la C.G.P.M.E., représentant les entreprises de moins de 300 salariés. Il faut voir que cela revient à attribuer — dans une certaine mesure — une double représentation aux petites entreprises. Par exemple, le commerce, par l'intermédiaire du C.N.C. (Conseil National du Commerce), dispose encore de 75 sièges au C.N.P.F., alors